

Problématique académique

→ QUELLES POLITIQUES ECONOMIQUES DANS LE CADRE EUROPEEN ?

Objectifs d'apprentissage

1. Connaître les grandes caractéristiques de l'intégration européenne (marché unique et zone euro) ; comprendre les effets du marché unique sur la croissance.
2. Comprendre les objectifs, les modalités et les limites de la politique européenne de la concurrence.
3. **Comprendre comment la politique monétaire et la politique budgétaire agissent sur la conjoncture.**
4. Savoir que la politique monétaire dans la zone euro, conduite de façon indépendante par la Banque centrale européenne, est unique alors que la politique budgétaire est du ressort de chaque pays membre mais contrainte par les traités européens ; comprendre les difficultés soulevées par cette situation (défaut de coordination, chocs asymétriques).

Rappel :

- *La **conjoncture** : évolution du PIB volume/valeur*
- *La place de l'APU au sein du circuit économique*
- *Le lien entre le budget et la conjoncture*
- *Les objectifs de la **politique économique conjoncturelle** : le carré magique de Kaldor*

La politique monétaire

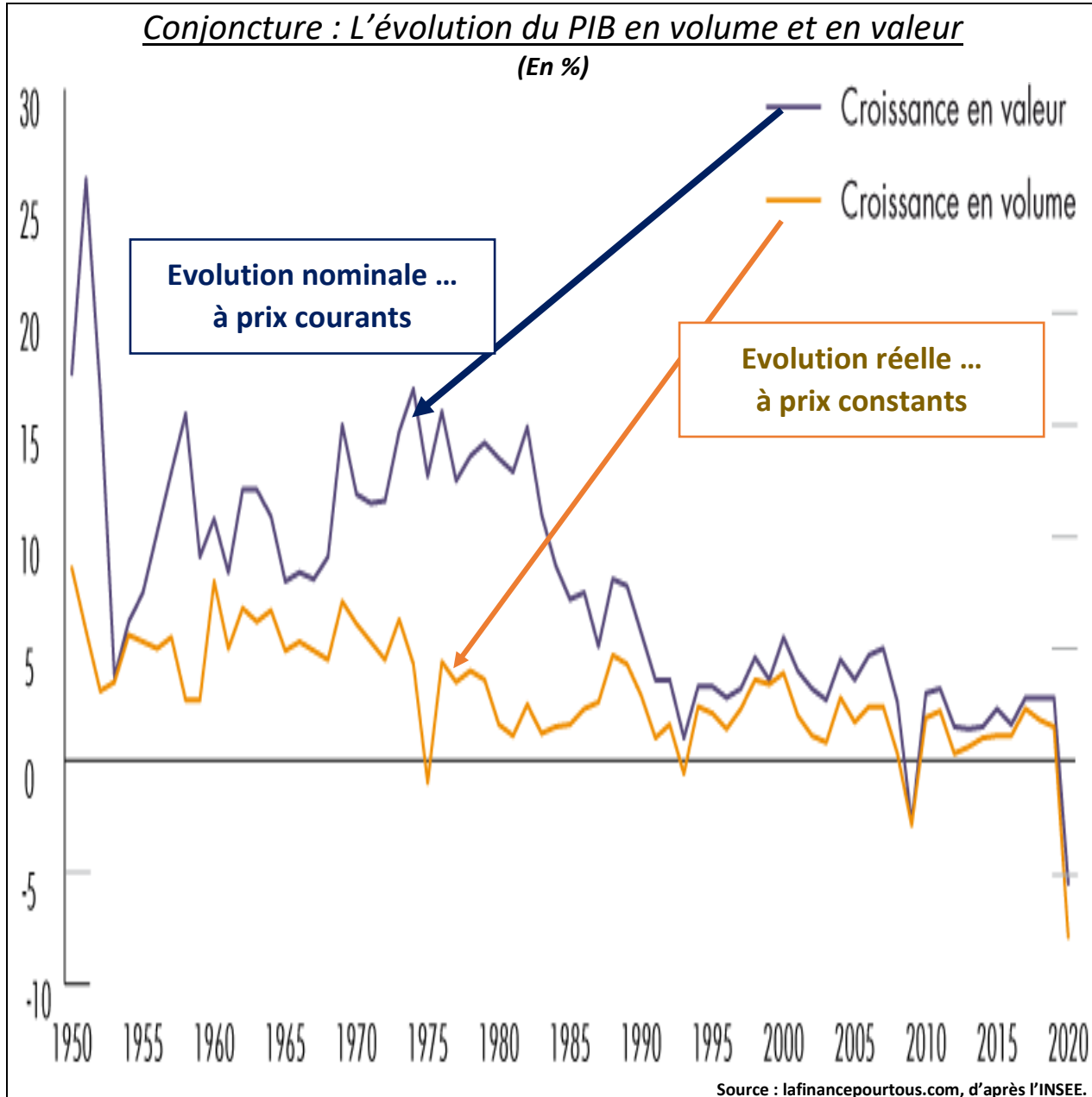
→ Les canaux de transmission de la politique monétaire

La politique budgétaire

→ Les canaux de transmission de la politique budgétaire

A. Pourquoi une politique conjoncturelle ?

1. Les deux dimensions de la conjoncture (réelle et monétaire) observables par les autorités institutionnelles

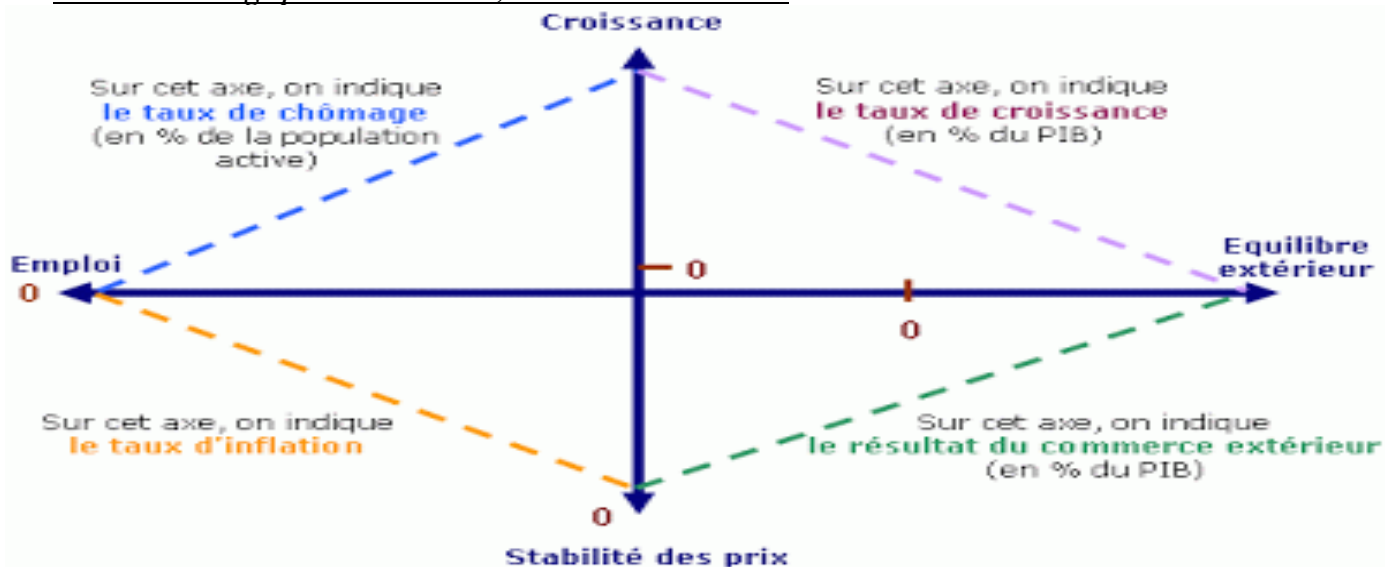


Q.1. En termes de production, quel est le contenu concret ou **réel** du PIB ? En quoi le PIB pourrait alors être perçu comme un indicateur de quantité, la mesure d'un **volume** ? **Q.2.** En quelle unité le niveau du PIB est-il généralement exprimé **nominalement** ? Comment justifier le choix de cette unité et donc la mesure d'une **valeur** ? **Q.3.** Dès lors, pourquoi l'évolution du PIB (indicateur de la **croissance économique***) est-elle toujours une évolution qui combine des effets de prix **et** des effets de quantité ? (Vous pouvez vous aider de la notion microéconomique de **chiffre d'affaires*** pour la **production marchande***.) **Q.4.** Si la mesure « **en valeur** » retient les variations des prix **et** des quantités tandis que la mesure « en volume » ne retient que les variations des quantités, justifiez le fait que l'écart entre les deux courbes pourrait représenter **l'inflation***. Pourquoi le **PIB en valeur** évolue-t-il plus vite **qu'en volume** ? **Q.5.** Si on fait l'hypothèse que les **prix** sont **constants**, sur une période, l'évolution du PIB sera-t-elle celle **en valeur** (ou **prix courants**) ou celle **en volume** ? **Q.6.** A partir du document, on peut dire que :

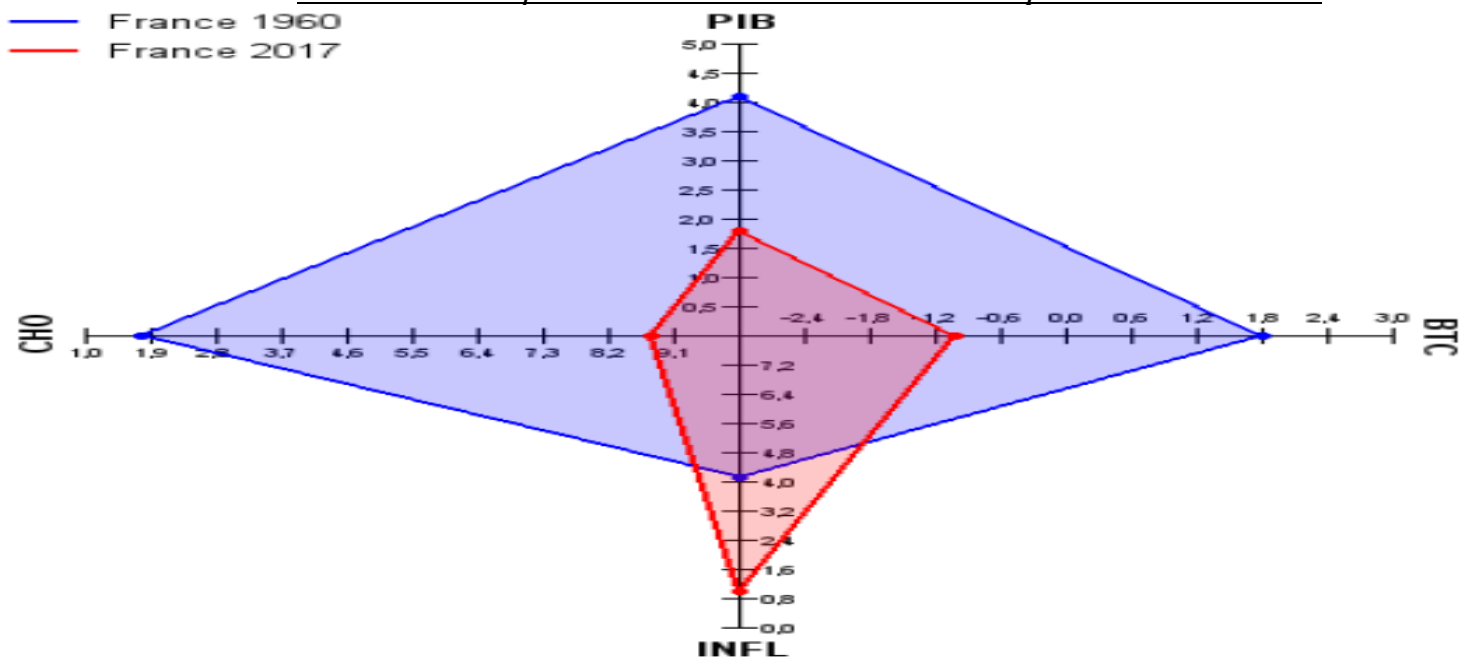
	V	F
a. L'outil statistique utilisé est un taux de variation pour les deux courbes ?		
b. Le PIB français en valeur de 1950 est supérieur à celui de 2018.		
c. Le PIB français en volume n'a diminué que 4 fois pendant la période.		
d. En 2000 le PIB français en valeur et en volume était d'environ 5 milliards d'euros.		

2. ... qui peuvent viser des objectifs ambitieux car complexes

a. Du carré magique de Kaldor ; situation modèle...



b. ... aux réalités plus contrastées : le cas des déséquilibres en France.



1. C'est l'économiste britannique Nicholas Kaldor (1908-1986) qui est à l'origine de cette théorie. Le carré magique est une représentation graphique de la santé économique d'un pays. Ce graphique présente les quatre grands objectifs. Lesquels ? Définissez-les. **2.** L'objectif des politiques gouvernementales conjoncturelles est donc d'élargir au maximum la surface de ce quadrilatère pour atteindre le carré magique. En quoi la **fonction de production*** permet de lier positivement 2 d'entre eux ? En quoi la **compétitivité prix*** peut en relier 2 autres ? **3.** Quel est le principal déséquilibre relatif rencontré par la France au début des **30 Glorieuses** ? En quoi peut-il s'expliquer, dans l'après-guerre, par des tensions entre approvisionnements et des tensions de la demande sur l'offre ? (Faire un graphique de marché offre/demande globales illustrant la situation) **4.** Comment la situation en 2017 semble montrer que la recherche de régler la question de l'inflation a pu participer à l'émergence de nouveaux déséquilibres ?

c. ...mais se fait sous contrainte

Dépenses des A.PU. ...

Intitulés	Années	2008	2014
Dépenses de fonctionnement dont		348,5	399,0
Consommation intermédiaire		93,1	110,1
Rémunération des salariés		246,6	278,2
Intérêts		56,2	46,1
Prestations et autres transferts dont		571,3	700,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature		350,9	429,8
Transferts sociaux en nature de produits marchands		108,1	128,0
Subventions		29,1	47,3
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers dont		81,6	81,7
F.B.C.F.		78,6	78,6
Total des dépenses		1 057,6	1 226,7

Placez : (a) Construction d'infrastructures (ex. routes ; ponts ...) ; (b) Achats d'équipements militaires ; (c) Versements des pensions retraites ; (d) Paiements des professeurs ; (e) Frais médicaux remboursés

... Recettes des administrations publiques

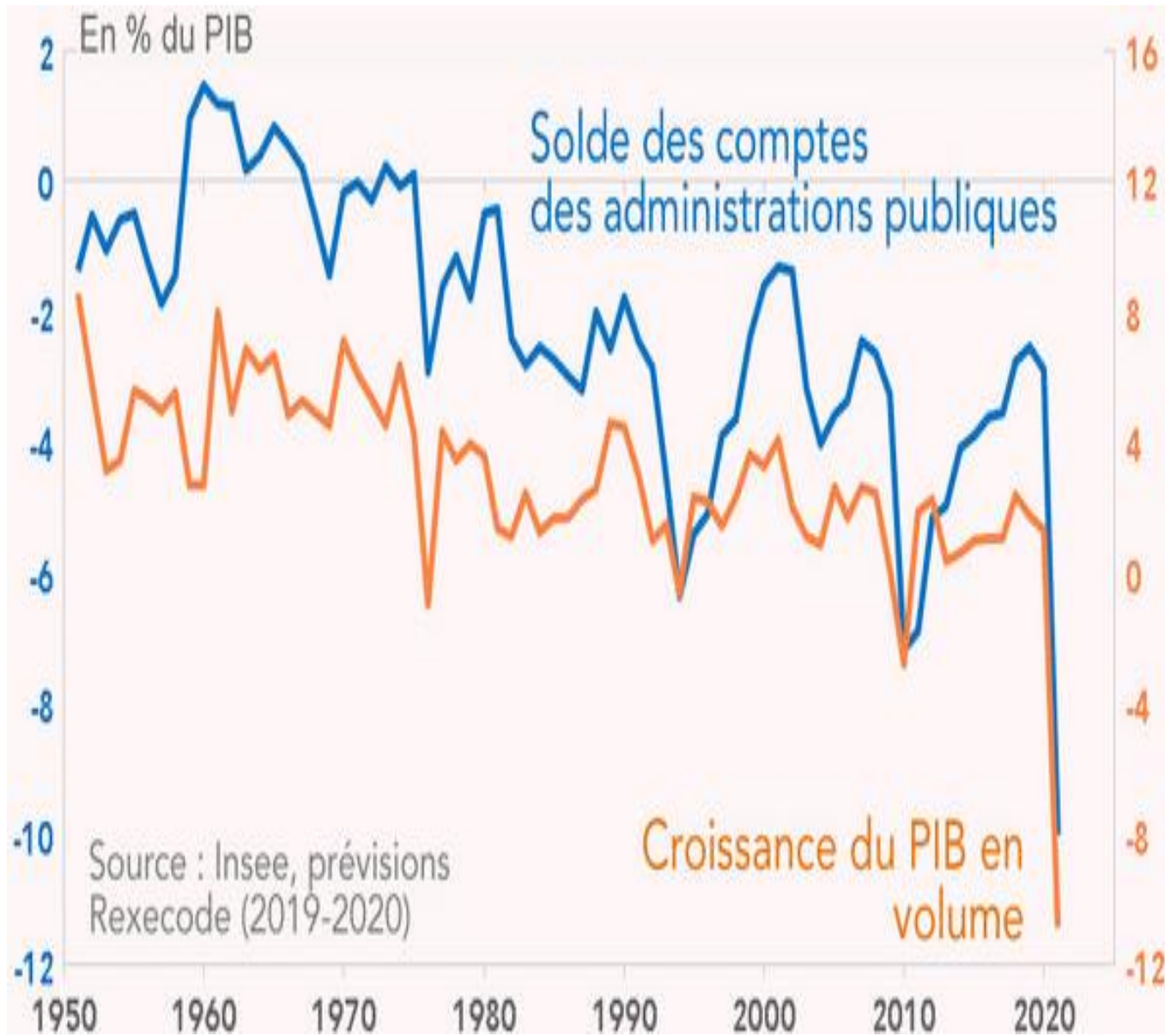
Intitulés	Années	2008	2014
Production des branches marchandes et ventes résiduelles dont		51,3	59,0
Revenus de la propriété		19,3	15,0
Impôts et cotisations sociales dont		881,6	1 019,1
Impôts sur la production et les importations		293,3	336,9
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine		234,4	270,0
Cotisations sociales nettes		350,7	408,5
Autres transferts		18,8	22,6
Total des recettes		994,1	1 142,6
Epargne brute		35,2	13,1
Capacité (+) ou... Besoin (-) de financement*		-63,5	-84,1

Calculez : (f) Calculez l'écart entre les recettes et les dépenses pour 2008 et 2014. Quelle est la nature du solde ? (g) *Justifiez...

Pour informations : PIB 2008 = 1.992.380 M€
PIB 2014 = 2.149.765 M€

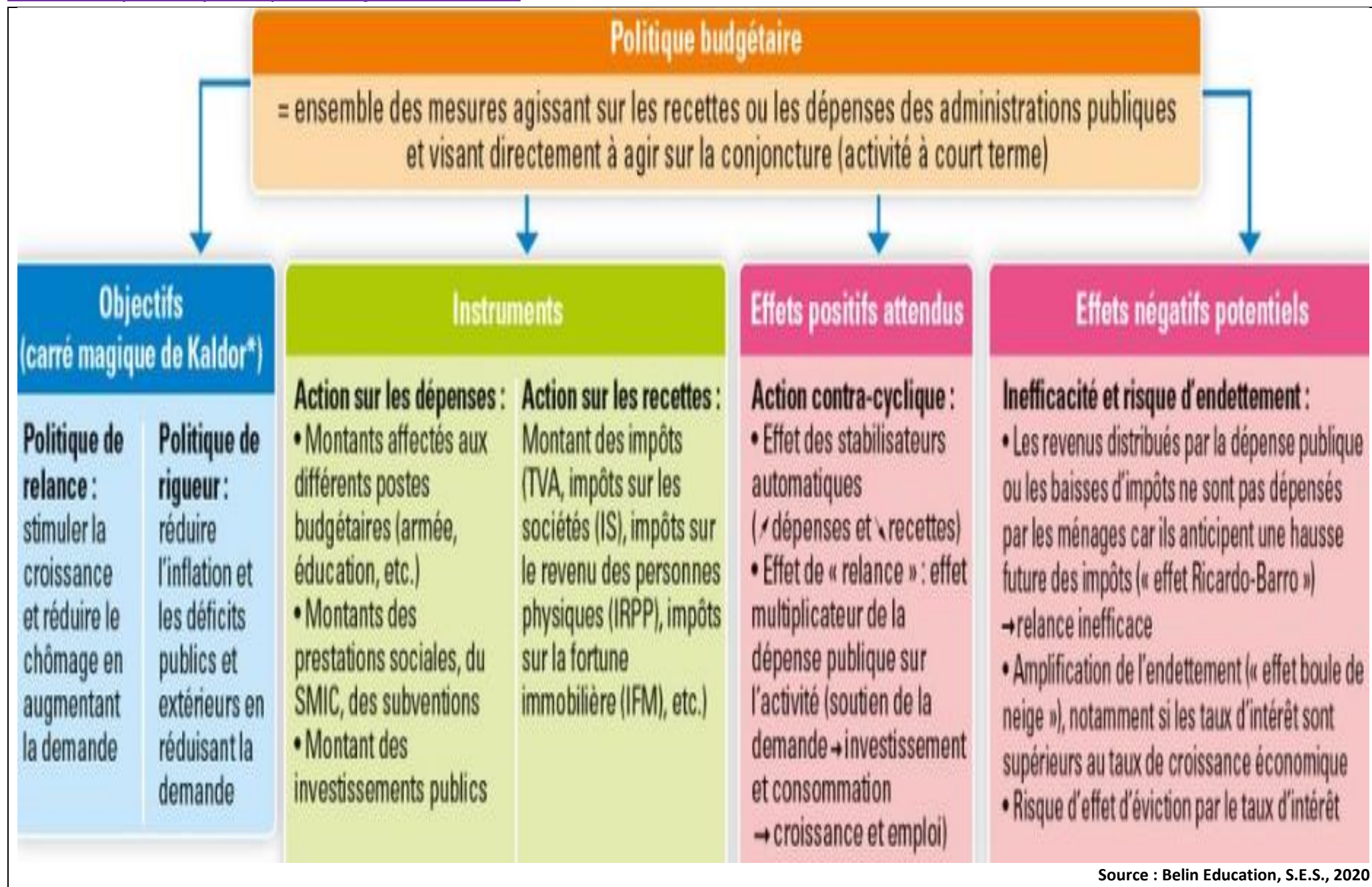
1. Quelles sont les principales recettes et dépenses des A.PU.* ? En quoi cela reflète ses fonctions en tant que secteur institutionnel (S.I.) ? Pourquoi parler de budget ? **2.** A l'aide du document, reliez les principales ressources et dépenses des A.PU. aux autres secteurs institutionnels résidents. **3.** Expliquez en quoi le PIB influe sur les possibilités de recettes des A.PU. et en quoi ces dernières modifient-elles le partage primaire de la VAB ? Justifiez la différence entre distribution primaire (ou revenus directs) et redistribution de revenus secondaires (indirects) **4.** A l'aide de calculs de proportion (en % du PIB), en 2008 et 2014, montrez la dimension structurelle du budget de l'Etat **5.** Qu'est-ce qu'un solde budgétaire ? Dans quel cas peut-on parler d'**excédent budgétaire** ? De **déficit** ? **6.** En quoi peut-on parler d'un flux pour le déficit budgétaire ? Comment vient-il alimenter la dette (stock) ? **7.** Repérez les canaux de la **politique budgétaire*** : Actions sur les recettes et les dépenses capables de ralentir ou de soutenir l'activité (relance ou rigueur) → équilibre R=E

Le solde budgétaire
des comptes des A.PU. et son interdépendance avec la conjoncture



1. Rappelez pourquoi le PIB est l'indicateur de base de la **conjoncture***. Tracez une droite approximative résumant la tendance du PIB. Pourquoi évoquer le concept de **récession à long terme** ?
2. En quoi « exceptionnellement » une proportion peut-elle être négative dans le cas du rapport proposé (*courbe bleue*) ?
3. Faites une lecture de la situation *conjoncturelle* en 1960 et en 2010 pour le PIB et le solde des comptes des A.PU.
4. Sur l'ensemble de la période, quelle corrélation peut être mise en évidence entre la conjoncture économique (variation du PIB) et le solde budgétaire ?
5. Etant donné *la structure* des dépenses et des recettes des A.PU. (doc. précédent), en quoi une augmentation *conjoncturelle* du PIB peut-elle réduire « *automatiquement* » le déficit budgétaire ? Au contraire, en quoi un ralentissement ou une baisse conjoncturelle de l'activité peut-elle « *automatiquement* » creuser le déficit ? Quelle est la différence avec une politique budgétaire volontariste ?

... B. ...et quelles politiques conjoncturelles ?



2. La politique monétaire conventionnelle et non conventionnelle : <https://www.youtube.com/watch?v=11e-6CbYOI8&t=34s>

I) De la politique monétaire conventionnelle (Par le taux directeur) ...

A) La politique monétaire en Europe est conduite par :

1) La FED 2) La BCE

B) Une hausse du prix moyen des biens et services correspond à...

- 1) ... une désinflation
- 2) ... une déflation
- 3) ... une inflation

C) L'objectif principal de la BCE est de...

- 1) ... éviter l'inflation
- 2) ... maintenir un taux d'inflation autour de 2% (Critère de Maastricht)

D) Le « prix » de la monnaie ou du crédit est à associer...

- 1) ... au taux d'inflation
- 2) ... au taux d'intérêt

E) Les banques commerciales empruntent de l'argent...

- 1) ... auprès des ménages
- 2) ... auprès de la banque centrale

F) La BCE prêter de la monnaie aux banques commerciales...

- 1) ... au taux d'intérêt directeur
- 2) ... au même que taux que celui proposé aux ménages.

G) Lorsque le taux d'intérêt directeur baisse, le taux d'intérêt pratiqué par les banques de second de rang devrait...

- 1) ... augmenter.
- 2) ... diminuer.

H) Une baisse des taux d'intérêts devrait conduire pour les ménages et les entreprises à...

- 1) ... une hausse de la demande de crédit.
- 2) ... une baisse de la demande de crédit.

I) Une hausse de la demande de crédit devrait conduire à...

- 1) ... une hausse de la Demande (C+I) et de l'inflation.
- 2) ... une baisse de la Demande (C+I) et de la désinflation.

J) Une augmentation des taux d'intérêts directeurs aura pour effet...

- 1) ... une hausse de la Demande (C+I) et de l'inflation.
- 2) ... une baisse de la Demande (C+I) et de la désinflation.

J) La politique monétaire conventionnelle de la BCE a pour objectif, par le biais du taux directeur de ... 1) ... réguler la masse monétaire pour garder une inflation autour de 2%.

- 2) ... faire augmenter constamment la masse monétaire pour soutenir l'activité.

K) Pour répondre à la crise conjoncturelle de 2008 et la déflation, la BCE a...

- 1) ... diminué son taux directeur.
- 2) ... augmenté son taux directeur.

II) ... A la politique monétaire non conventionnelle.

L) La politique monétaire non conventionnelle repose sur...

- 1) ... le guidage prospectif (« **forward guidance** »)
- 2) ... l'assouplissement quantitatif (« **quantitative easing** »)
- 3) ... 1) et 2).

M) Le guidage prospectif consiste à modifier la demande de crédit des agents en...

- 1) ... modifiant le taux d'intérêt directeur.
- 2) ... utilisant la crédibilité de la BCE pour modifier les anticipations des agents.
- 3) ... achetant des titres sur les marchés financiers.

N) Le « quantitative easing » a pour objectif...

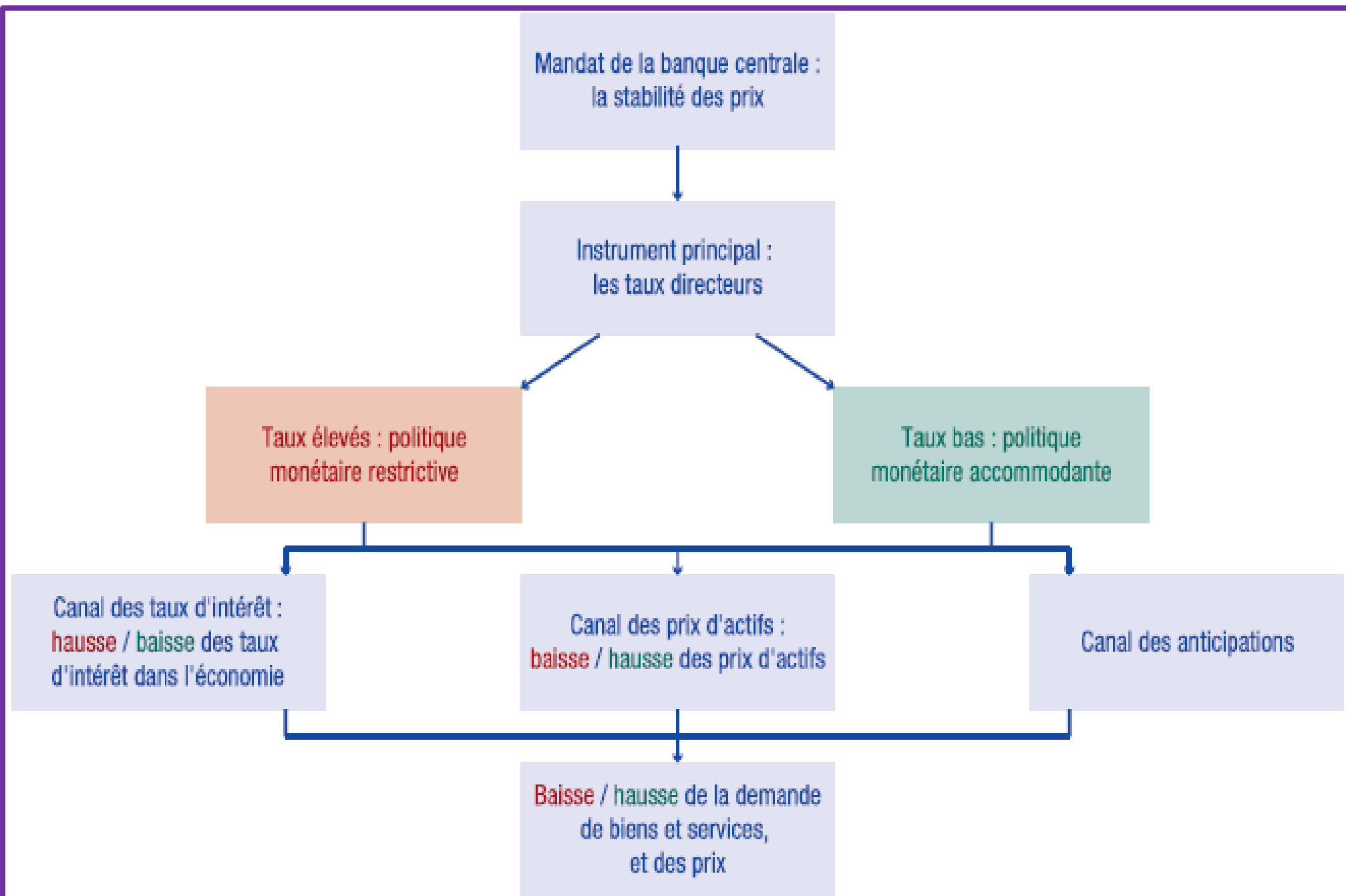
- 1) ... d'augmenter la quantité de monnaie en circulation et donc de faire baisser les taux d'intérêt.
- 2) ... de diminuer la quantité de monnaie en circulation et donc de faire baisser les taux d'intérêt.
- 3) ... de diminuer la quantité de monnaie en circulation et donc de faire augmenter les taux d'intérêt.

O) Pour augmenter la quantité de monnaie en circulation et donc diminuer les taux d'intérêts, la BCE...

- 1) ... achète des titres aux S.F.
- 2) ... vend des titres aux S.F.
- 3) ... ni 1). Ni 2).

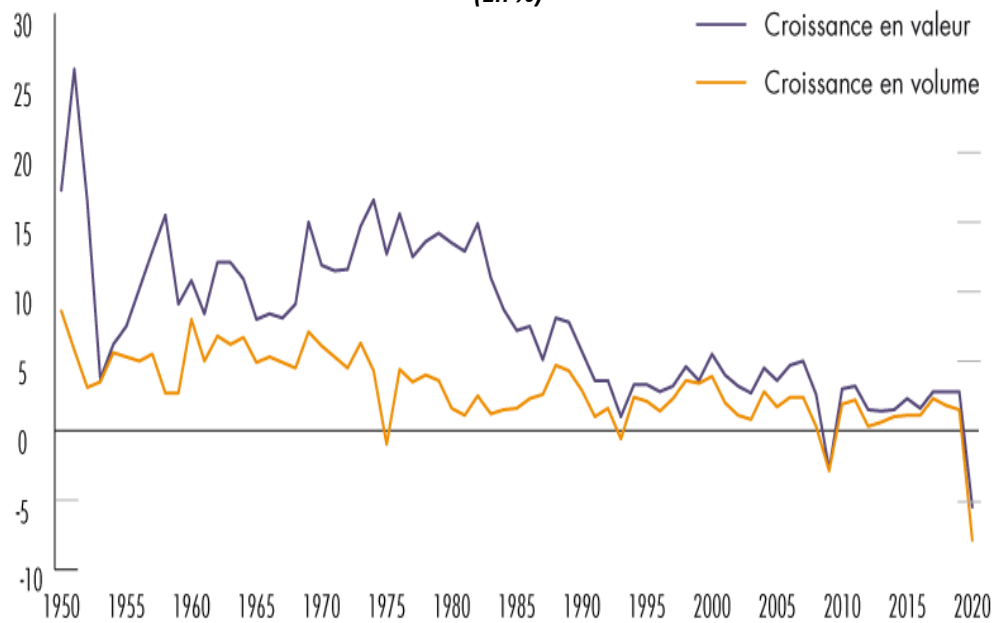
P) L'inflation peut aussi permettre en dépréciant la valeur de la monnaie face aux autres monnaies...

- 1) ... de favoriser les importations.
- 2) ... de favoriser les exportations.

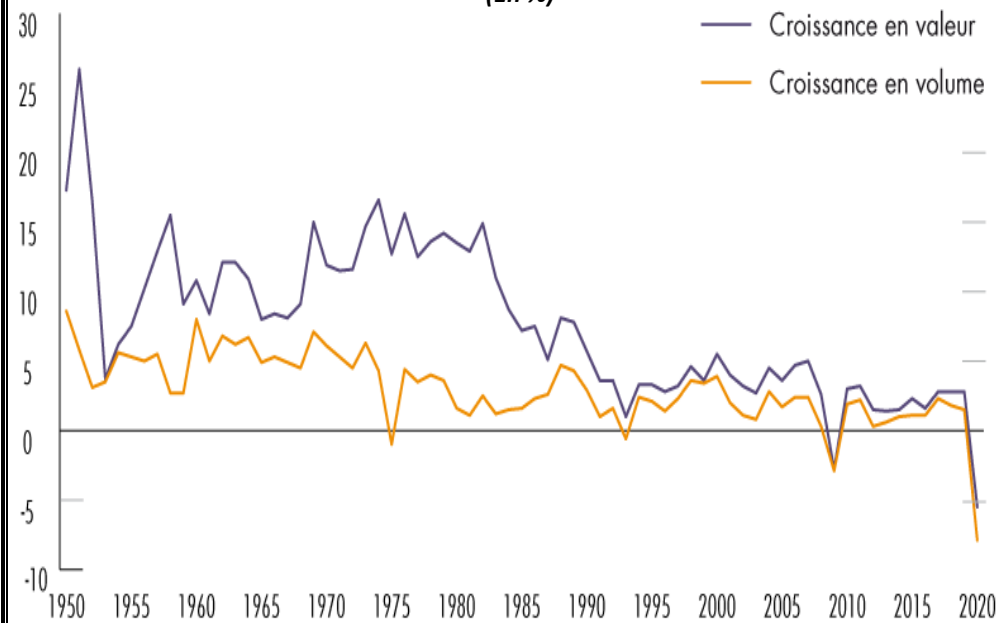


Source : Banque de France.

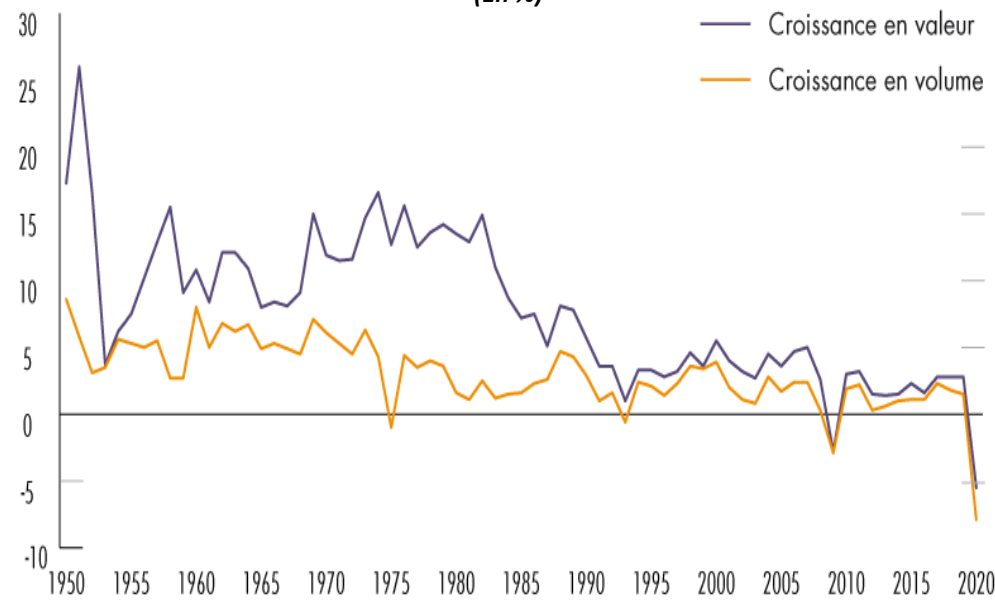
Conjoncture : L'évolution du PIB en volume et en valeur
(En %)



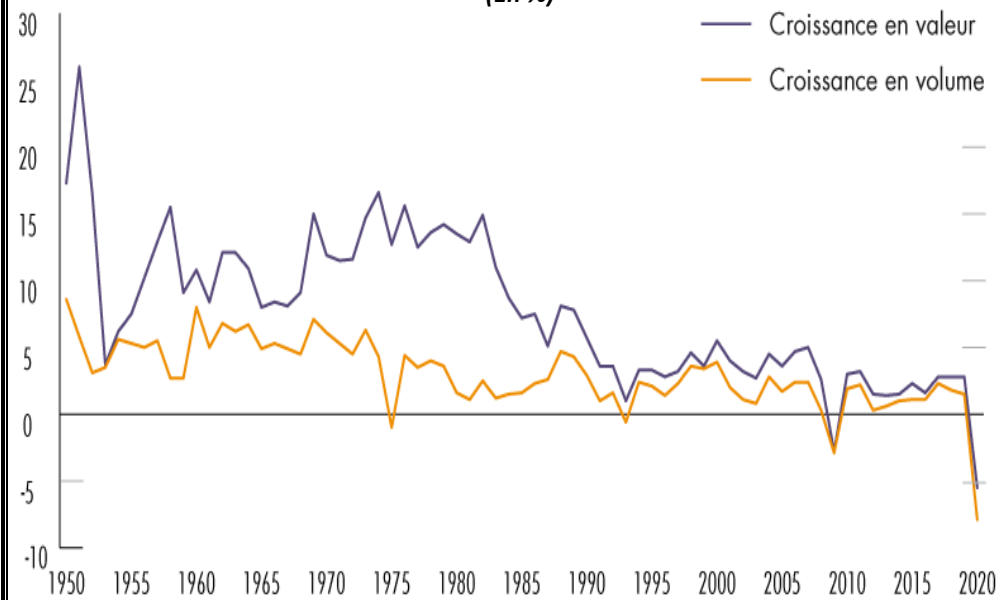
Conjoncture : L'évolution du PIB en volume et en valeur
(En %)



Conjoncture : L'évolution du PIB en volume et en valeur
(En %)



Conjoncture : L'évolution du PIB en volume et en valeur
(En %)



Dépenses des A.PU. ...

Années Intitulés	2008	2014
Dépenses de fonctionnement dont	348,5	399,0
Consommation intermédiaire	93,1	110,1
Rémunération des salariés	246,6	278,2
Intérêts	56,2	46,1
Prestations et autres transferts dont	571,3	700,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	350,9	429,8
Transferts sociaux en nature de produits marchands	108,1	128,0
Subventions	29,1	47,3
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers dont	81,6	81,7
➤ F.B.C.F.	78,6	78,6
Total des dépenses	1 057,6	1 226,7

Placez : (a) Construction d'infrastructures (ex. routes ; ponts...) ; (b) Achats d'équipements militaires ; (c) Versements des pensions retraitées ; (d) Paiements des professeurs ; (e) Frais médicaux remboursés

Pour informations :
PIB 2008 = 1.992.380 M€

... Recettes des administrations publiques

Années Intitulés	2008	2014
Production des branches marchandes et ventes résiduelles dont	51,3	59,0
Revenus de la propriété	19,3	15,0
Impôts et cotisations sociales dont	881,6	1 019,1
Impôts sur la production et les importations	293,3	336,9
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	234,4	270,0
Cotisations sociales nettes	350,7	408,5
Autres transferts	18,8	22,6
Total des recettes	994,1	1 142,6
Epargne brute	35,2	13,1
Capacité (+) ou...		
Besoin (-) de financement*	-63,5	-84,1

Calculez : (f) Calculez l'écart entre les recettes et les dépenses pour 2008 et 2014. Quelle est la nature du solde ? (g) *Justifiez...

Pour informations :
PIB 2014 = 2.149.765 M€

Dépenses des A.PU. ...

Années Intitulés	2008	2014
Dépenses de fonctionnement dont	348,5	399,0
Consommation intermédiaire	93,1	110,1
Rémunération des salariés	246,6	278,2
Intérêts	56,2	46,1
Prestations et autres transferts dont	571,3	700,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	350,9	429,8
Transferts sociaux en nature de produits marchands	108,1	128,0
Subventions	29,1	47,3
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers dont	81,6	81,7
➤ F.B.C.F.	78,6	78,6
Total des dépenses	1 057,6	1 226,7

Placez : (a) Construction d'infrastructures (ex. routes ; ponts...) ; (b) Achats d'équipements militaires ; (c) Versements des pensions retraitées ; (d) Paiements des professeurs ; (e) Frais médicaux remboursés

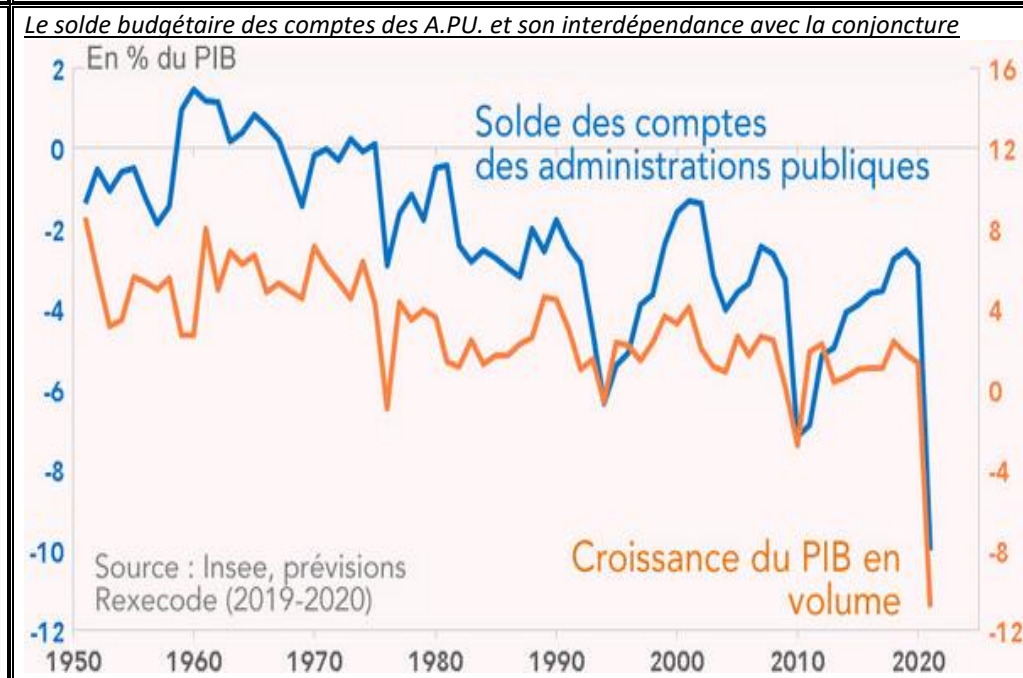
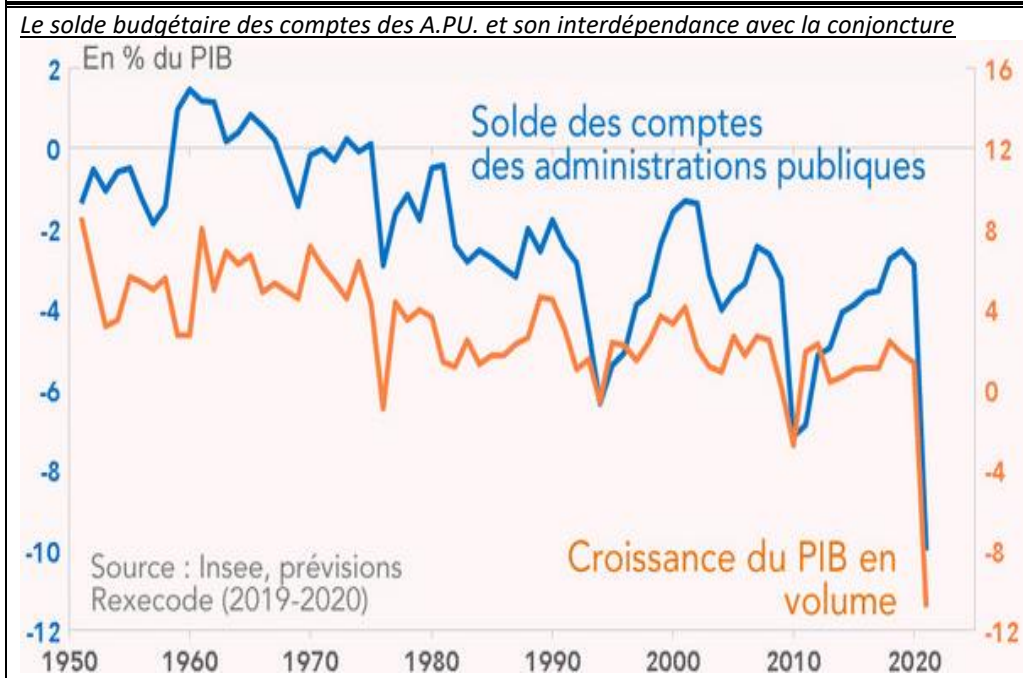
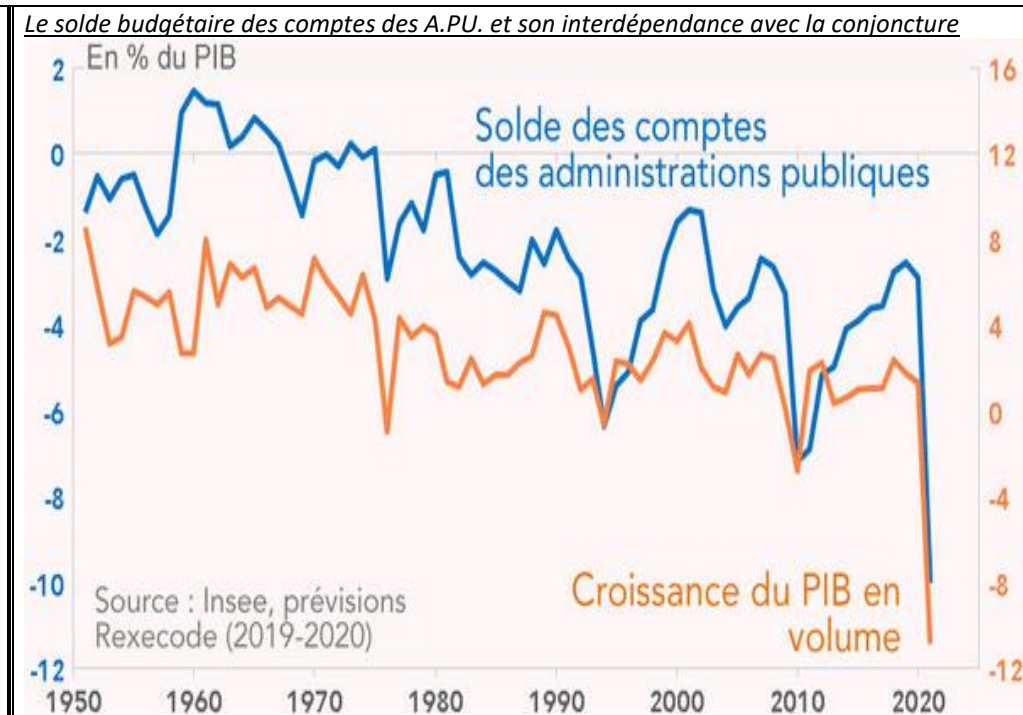
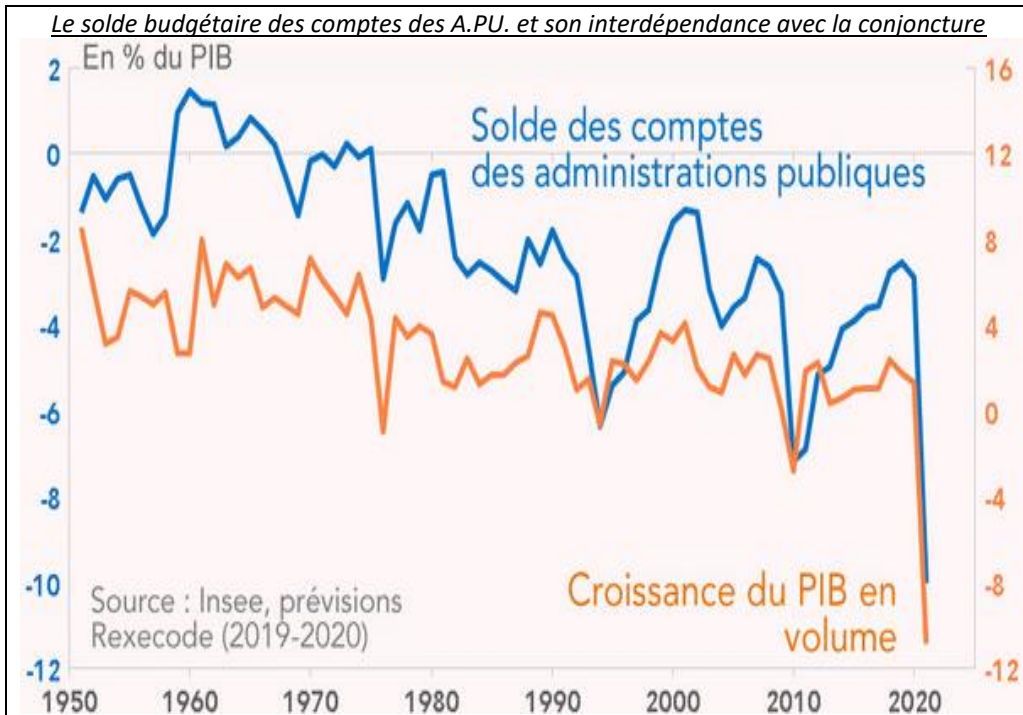
Pour informations :
PIB 2008 = 1.992.380 M€

... Recettes des administrations publiques

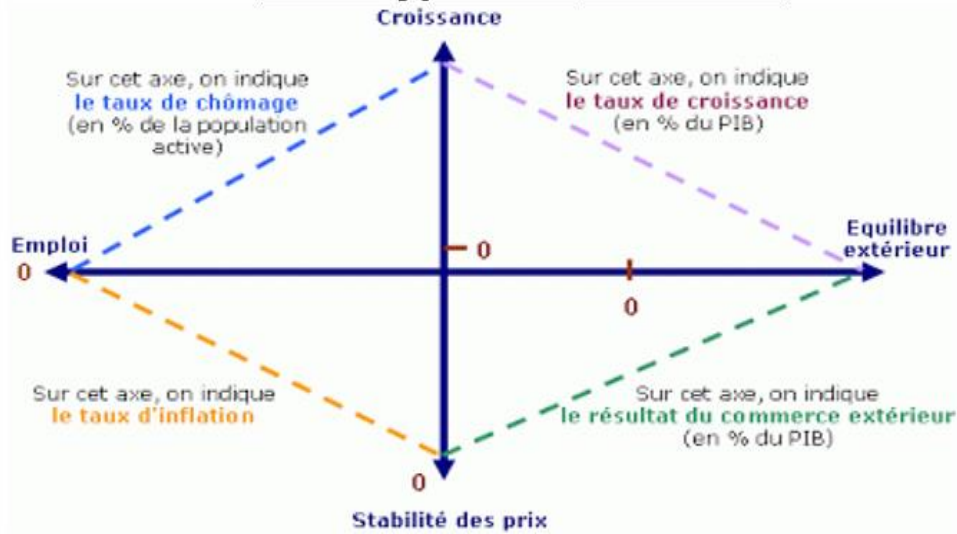
Années Intitulés	2008	2014
Production des branches marchandes et ventes résiduelles dont	51,3	59,0
Revenus de la propriété	19,3	15,0
Impôts et cotisations sociales dont	881,6	1 019,1
Impôts sur la production et les importations	293,3	336,9
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	234,4	270,0
Cotisations sociales nettes	350,7	408,5
Autres transferts	18,8	22,6
Total des recettes	994,1	1 142,6
Epargne brute	35,2	13,1
Capacité (+) ou...		
Besoin (-) de financement*	-63,5	-84,1

Calculez : (f) Calculez l'écart entre les recettes et les dépenses pour 2008 et 2014. Quelle est la nature du solde ? (g) *Justifiez...

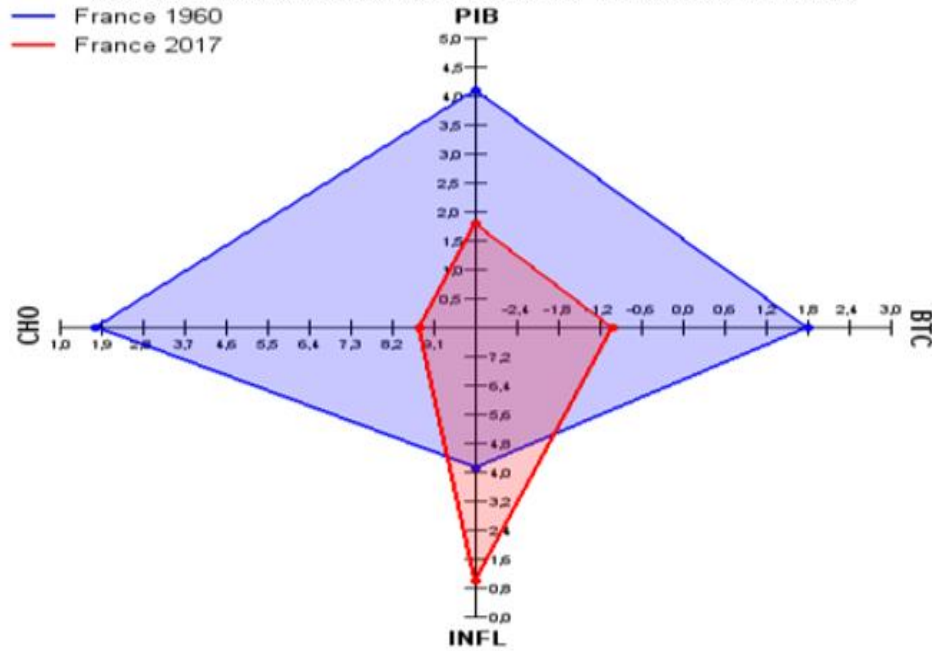
Pour informations :
PIB 2014 = 2.149.765 M€



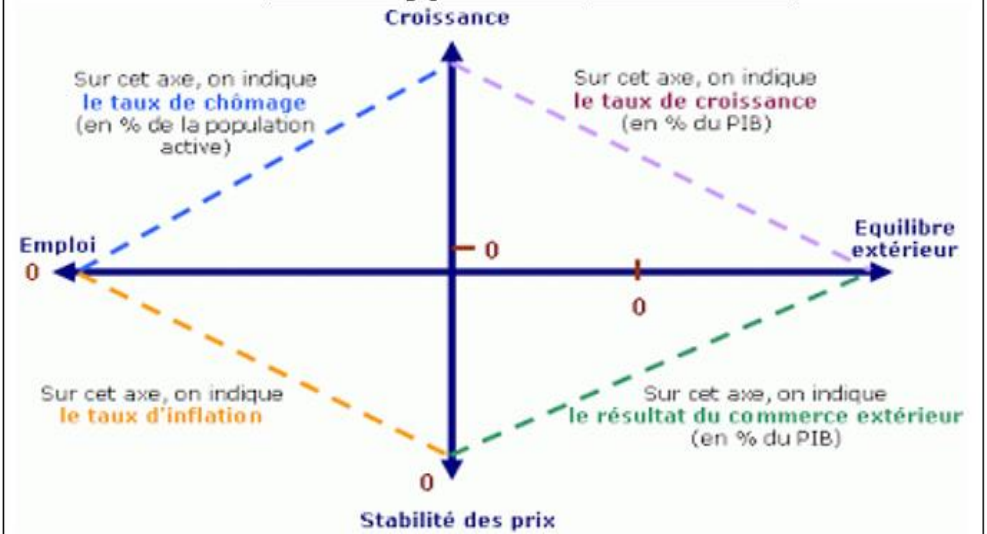
A. Du carré magique de Kaldor ; situation modèle...



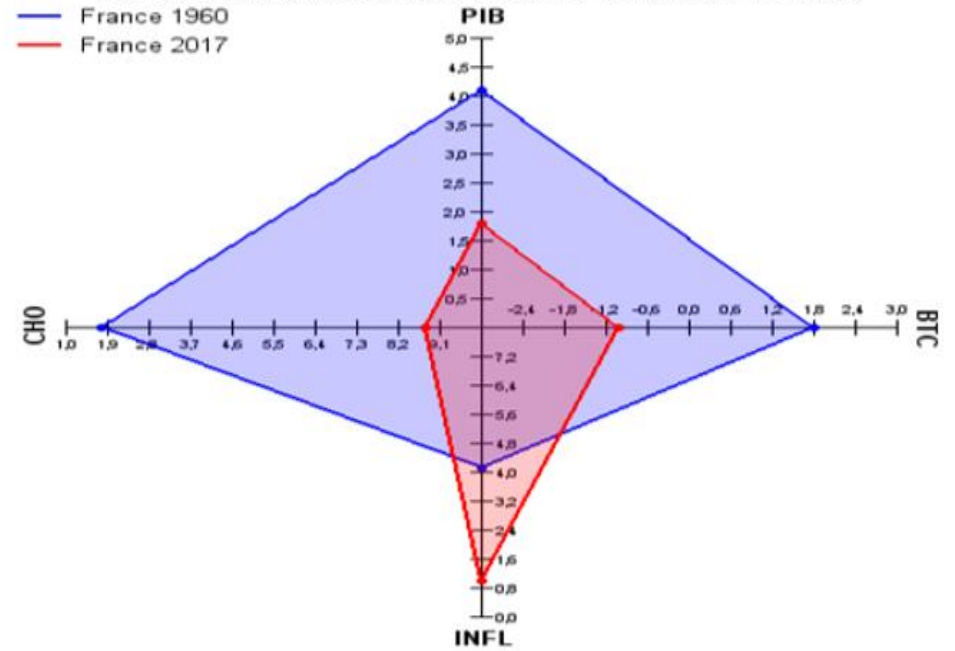
B. ... aux réalités plus contrastées : le cas des déséquilibres en France



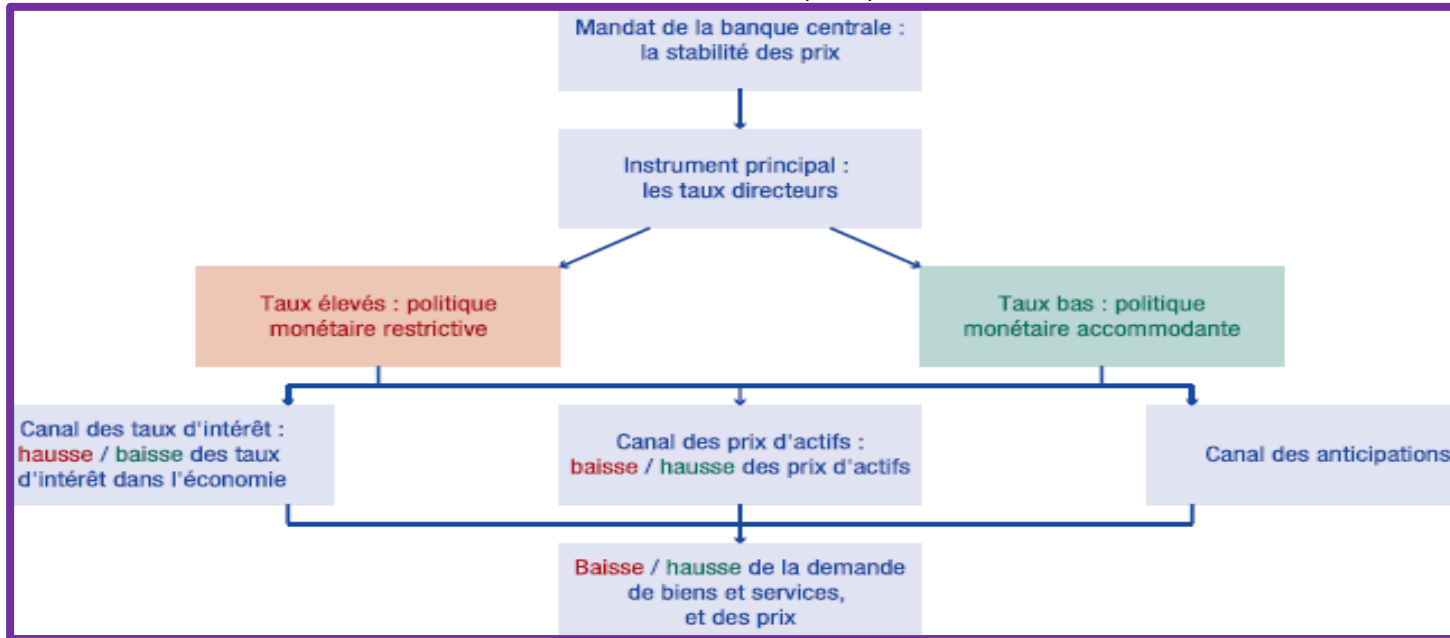
A. Du carré magique de Kaldor ; situation modèle...



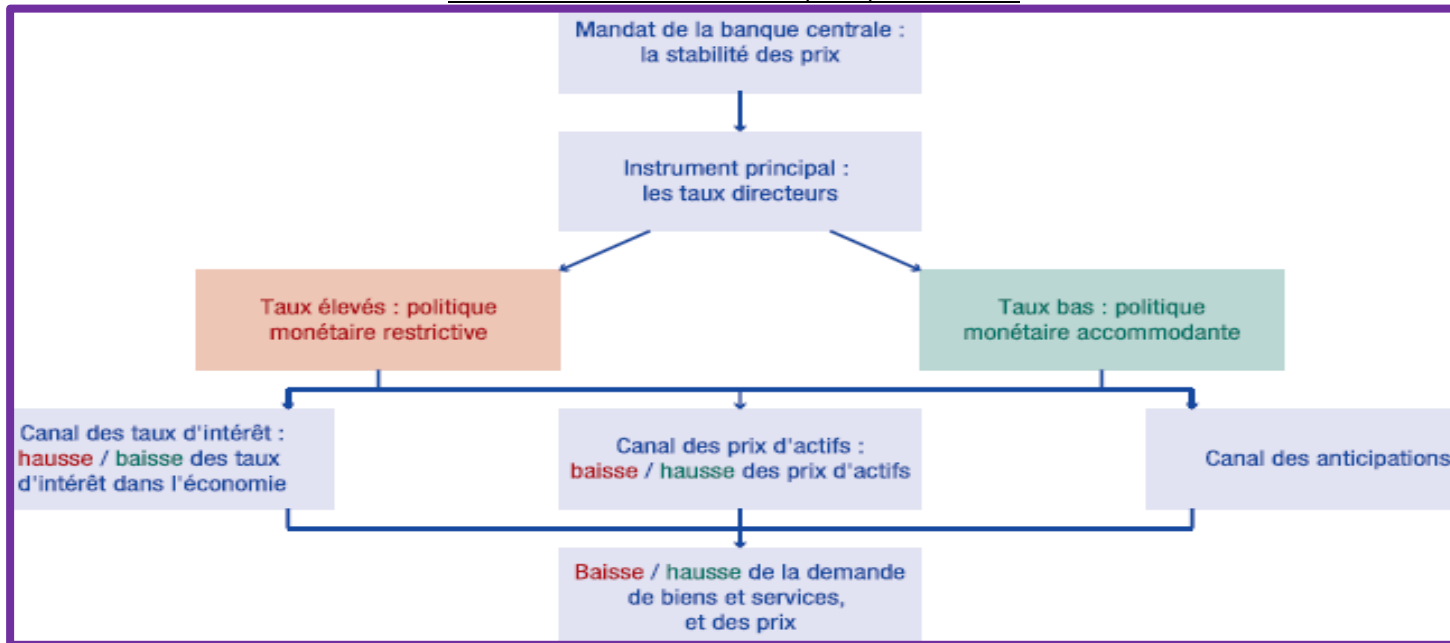
B. ... aux réalités plus contrastées : le cas des déséquilibres en France

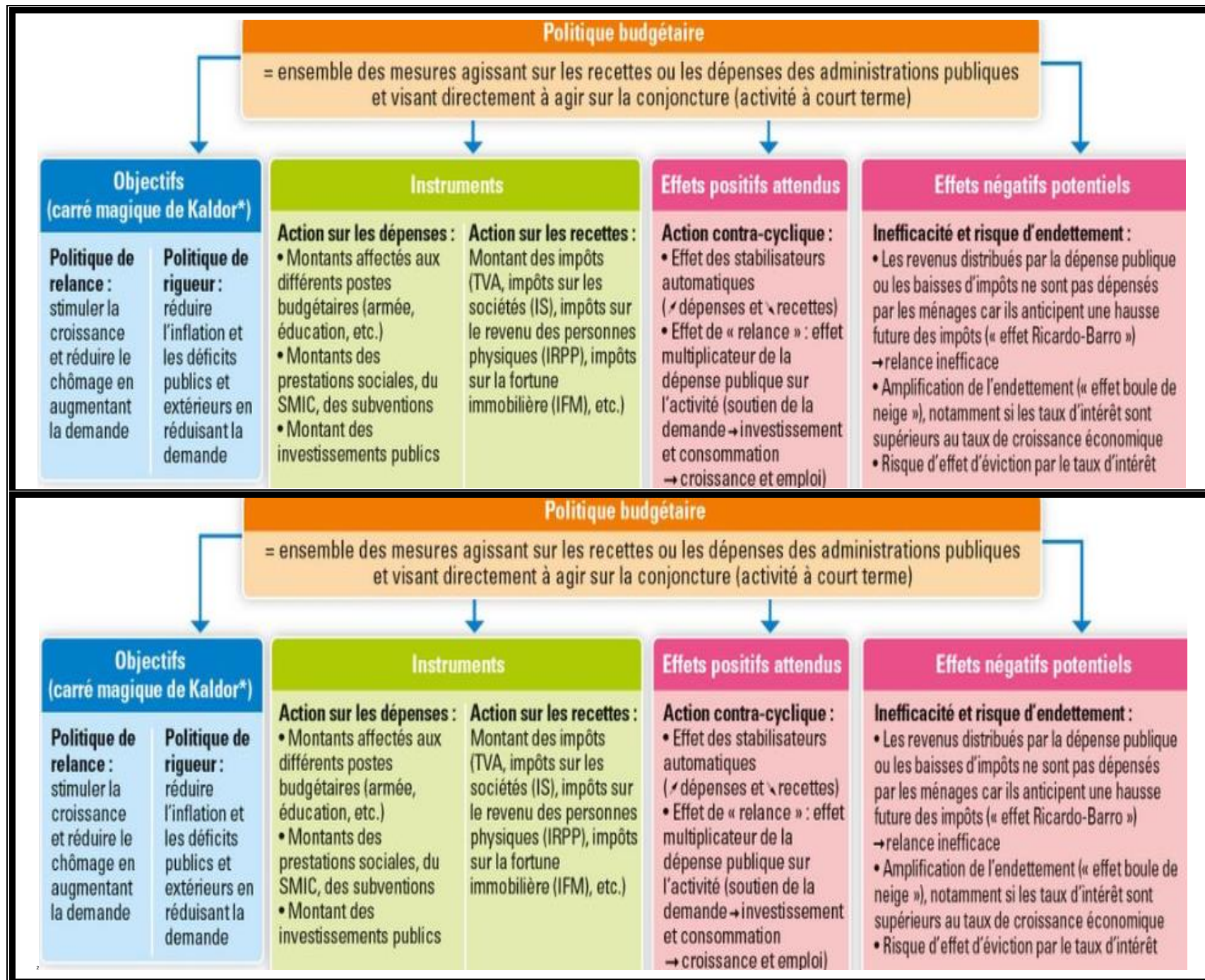


Les canaux de transmission de la politique monétaire



Les canaux de transmission de la politique monétaire





A) La politique monétaire en Europe est conduite par :

- 1) La FED 2) La BCE

B) Une hausse du prix moyen des biens et services correspond à...

- 1) ... une désinflation
2) ... une déflation
3) ... une inflation

C) L'objectif principal de la BCE est de...

- 1) ... éviter l'inflation
2) ... maintenir un taux d'inflation autour de 2% (Critère de Maastricht)

D) Le « prix » de la monnaie ou du crédit est à associer...

- 1) ... au taux d'inflation
2) ... au taux d'intérêt

E) Les banques commerciales empruntent de l'argent...

- 1) ... auprès des ménages
2) ... auprès de la banque centrale

F) La BCE prête de la monnaie aux banques commerciales...

- 1) ... au taux d'intérêt directeur
2) ... au même que taux que celui proposé aux ménages.

G) Lorsque le taux d'intérêt directeur baisse, le taux d'intérêt pratiqué par les banques de second rang devrait...

- 1) ... augmenter.
2) ... diminuer.

H) Une baisse des taux d'intérêts devrait conduire pour les ménages et les entreprises à...

- 1) ... une hausse de la demande de crédit.
2) ... une baisse de la demande de crédit.

I) Une hausse de la demande de crédit devrait conduire à...

- 1) ... une hausse de la Demande (C+I) et de l'inflation.
2) ... une baisse de la Demande (C+I) et de la désinflation.

J) Une augmentation des taux d'intérêts directeurs aura pour effet...

- 1) ... une hausse de la Demande (C+I) et de l'inflation.
2) ... une baisse de la Demande (C+I) et de la désinflation.

K) Pour répondre à la crise conjoncturelle de 2008 et la déflation, la BCE a...

- 1) ... diminué son taux directeur.
2) ... augmenté son taux directeur.

L) La politique monétaire non conventionnelle repose sur...

- 1) ... le guidage prospectif (« **forward guidance** »)
2) ... l'assouplissement quantitatif (« **quantitative easing** »)
3) ... 1) et 2).

M) Le guidage prospectif consiste à modifier la demande de crédit des agents en...

- 1) ... modifiant le taux d'intérêt directeur.
2) ... utilisant la crédibilité de la BCE pour modifier les anticipations des agents.
3) ... achetant des titres sur les marchés financiers.

N) Le « quantitative easing » a pour objectif...

- 1) ... d'augmenter la quantité de monnaie en circulation et donc de faire baisser les taux d'intérêt.
2) ... de diminuer la quantité de monnaie en circulation et donc de faire baisser les taux d'intérêt.
3) ... de diminuer la quantité de monnaie en circulation et donc de faire augmenter les taux d'intérêt.

O) Pour augmenter la quantité de monnaie en circulation et donc diminuer les taux d'intérêts, la BCE...

- 1) ... achète des titres aux S.F.
2) ... vend des titres aux S.F.
3) ... ni 1). Ni 2).

P) L'inflation peut aussi permettre en dépréciant la valeur de la monnaie face aux autres monnaies...

- 1) ... de favoriser les importations.
2) ... de favoriser les exportations.

A) La politique monétaire en Europe est conduite par :

- 1) La FED 2) La BCE

B) Une hausse du prix moyen des biens et services correspond à...

- 1) ... une désinflation
2) ... une déflation
3) ... une inflation

C) L'objectif principal de la BCE est de...

- 1) ... éviter l'inflation
2) ... maintenir un taux d'inflation autour de 2% (Critère de Maastricht)

D) Le « prix » de la monnaie ou du crédit est à associer...

- 1) ... au taux d'inflation
2) ... au taux d'intérêt

E) Les banques commerciales empruntent de l'argent...

- 1) ... auprès des ménages
2) ... auprès de la banque centrale

F) La BCE prête de la monnaie aux banques commerciales...

- 1) ... au taux d'intérêt directeur
2) ... au même que taux que celui proposé aux ménages.

G) Lorsque le taux d'intérêt directeur baisse, le taux d'intérêt pratiqué par les banques de second rang devrait...

- 1) ... augmenter.
2) ... diminuer.

H) Une baisse des taux d'intérêts devrait conduire pour les ménages et les entreprises à...

- 1) ... une hausse de la demande de crédit.
2) ... une baisse de la demande de crédit.

I) Une hausse de la demande de crédit devrait conduire à...

- 1) ... une hausse de la Demande (C+I) et de l'inflation.
2) ... une baisse de la Demande (C+I) et de la désinflation.

J) Une augmentation des taux d'intérêts directeurs aura pour effet...

- 1) ... une hausse de la Demande (C+I) et de l'inflation.
2) ... une baisse de la Demande (C+I) et de la désinflation.

K) Pour répondre à la crise conjoncturelle de 2008 et la déflation, la BCE a...

- 1) ... diminué son taux directeur.
2) ... augmenté son taux directeur.

L) La politique monétaire non conventionnelle repose sur...

- 1) ... le guidage prospectif (« **forward guidance** »)
2) ... l'assouplissement quantitatif (« **quantitative easing** »)
3) ... 1) et 2).

M) Le guidage prospectif consiste à modifier la demande de crédit des agents en...

- 1) ... modifiant le taux d'intérêt directeur.
2) ... utilisant la crédibilité de la BCE pour modifier les anticipations des agents.
3) ... achetant des titres sur les marchés financiers.

N) Le « quantitative easing » a pour objectif...

- 1) ... d'augmenter la quantité de monnaie en circulation et donc de faire baisser les taux d'intérêt.
2) ... de diminuer la quantité de monnaie en circulation et donc de faire baisser les taux d'intérêt.
3) ... de diminuer la quantité de monnaie en circulation et donc de faire augmenter les taux d'intérêt.

O) Pour augmenter la quantité de monnaie en circulation et donc diminuer les taux d'intérêts, la BCE...

- 1) ... achète des titres aux S.F.
2) ... vend des titres aux S.F.
3) ... ni 1). Ni 2).

P) L'inflation peut aussi permettre en dépréciant la valeur de la monnaie face aux autres monnaies...

- 1) ... de favoriser les importations.
2) ... de favoriser les exportations.